

# Étude comparative du lien entre implantation partisane et vote de deux partis marginaux wallons : le Front National belge (FN) et le Parti du Travail de Belgique (PTB).

Geoffrey Pion (IGEAT-ULB)

L'objectif de cette communication est d'étudier le lien entre géographie du militantisme et du vote pour de petites formations politiques, classées aux extrêmes de l'arc politique en Wallonie. Si les données sur les militants des grands partis sont souvent difficiles à obtenir, celles sur les partis plus marginaux sont souvent indisponibles notamment pour ceux d'extrême droite. Or après les recherches préliminaires effectuées sur le militantisme au FN belge et au PTB, nous avons vite perçu l'importance de la spatialité de l'appareil partisan de ces partis sur celle du vote.

Dans la proposition initiale, nous avons parlé d'étudier le lien entre électorat et appareil militant de deux partis « tribunitiens ». Après une série de recherche et un état de l'art sur le terme, son historique et son utilisation dans le cadre français, nous en avons conclu qu'il ne reflétait pas du tout la situation politique et électorale des formations que nous souhaitions étudier, à savoir le Front National belge et le Parti du Travail de Belgique. En effet, certains ont popularisé ce terme qui permet commodément d'étudier, notamment en géographie électorale, les votes d'extrême droite et d'extrême gauche français (Le Bras, 2002). Cependant, comme l'a bien analysé J. Rivière dans sa thèse (2009), le terme « tribunitien » a été créé par G. Lavau dans les années 1960 afin de rendre compte de la position particulière du Parti Communiste français. Ce terme a ensuite été communément utilisé pour commenter le vote Front National et l'attitude politique de J.M. Le Pen. Or G. Lavau a réfuté l'utilisation récente de son concept à la fin des années 1980 en considérant qu'il avait été détourné et simplifié par rapport à l'acception de base<sup>1</sup>. J. Rivière a aussi montré que même en considérant ce terme, la catégorisation des partis étant ou non « tribunitien » prêtait à confusion, variait dans le temps, et était au final fort subjective (Rivière, 2009).

Si l'on reprend les quelques caractéristiques des partis tribunitiens (menace électorale, tribun médiatique à sa tête, rejet du système politique, encadrement électoral du mécontentement populaire) on constate vite que le terme ne sied ni au PTB ni au FN belge, surtout sur les deux premiers points. En Wallonie ni le PTB et encore moins le FN belge n'ont jamais représenté une menace électorale réelle en dehors de quelques situations locales isolées ce qui n'était pas le cas pour le PCB et plus récemment le FN. Ils n'ont jamais eu non plus de tribun digne de ce nom apte à fédérer autour de son nom comme l'étaient J.M. Le Pen ou G. Marchais et ce pour une raison notable : la quasi absence de ces partis dans les médias francophones belges. Si R. Hedebouw, porte parole du PTB a récemment fait ses premiers pas dans les médias régionaux, le FN lui est mis complètement à l'écart des médias à tel point qu'un journal comme Le Soir ne citait en 2007 même pas les trois formations étiquetées « extrême droite » parmi les choix possibles des électeurs la veille du scrutin<sup>2</sup>. Cependant, ces deux partis font du rejet du système politique et de la volonté de défense de certaines populations précarisées, un axe d'attaque électoral fort, seul élément, mais bien évidemment pas suffisant, qui permettrait de les rattacher au terme « tribunitien ».

Sur base de ces constats théoriques, nous avons donc décidé d'occulter le terme et de parler de petits

---

<sup>1</sup> G. Lavau (1969) a donc mis en évidence la « fonction tribunitienne » d'un parti sur base de son analyse du PC français des années 1950-60 : « Cela signifie pour eux plusieurs choses : d'abord qu'ils sont censés être des partis révolutionnaires ; ensuite qu'ils ont acquis assez de force et de représentativité pour pouvoir bloquer effectivement ou entraver le fonctionnement du système sans que ce dernier ose répliquer par la répression ou la mise hors la loi de ces partis ; enfin, qu'ils ont assez d'autorité sur les groupes dont ils prétendent être les porte-parole pour empêcher ceux-ci de se livrer à des actions « sauvage » ou de se réfugier dans des comportements de retrait et de boycott ». Il s'agirait donc de partis qui misent sur la personnalité d'un leader charismatique du parti, basant son discours sur un rejet des partis traditionnels et une défense du peuple, pour canaliser électoralement le mécontentement populaire. Dans le cas belge, le scrutin proportionnel en vigueur assure normalement la représentativité de toutes les minorités et courants de pensées liés à des clivages fondamentaux dans la société et le concept même de « fonction tribunitienne » est donc logiquement assurée intrinsèquement par la fonction « légitimation-stabilisation » définie par G. Lavau.

<sup>2</sup> Notons qu'une interview croisée entre R. Hedebouw et M. Modrikamen, Président du Parti Populaire fondé en 2009 et qui tente ouvertement de récupérer l'électorat d'extrême droite a été réalisé récemment dans le journal le Vif l'express (12 août 2011).

partis par rapport au cadre politico-électoral belge francophone des années 2000. En effet, le système électoral belge francophone est composé pour l'essentiel de trois grands partis historiques (Parti Socialiste (PS), Mouvement Réformateur (MR), Centre Démocrate Humaniste (cdH)) plus ecolo<sup>3</sup> systématiquement représentés à tous les niveaux de pouvoir et concentrant pratiquement toute la visibilité politique et médiatique. Les autres partis sont désignés par les quatre partis principaux de petits partis à tel point qu'avant les échéances électorales, deux types de débats sont organisés à la télévision, l'un avec les quatre grands partis, l'autre avec le reste. Le qualificatif de petit parti s'explique donc par la très faible représentation en terme de mandat d'un parti au dessus de l'échelon local et sa participation médiatique aux débats politiques régionaux. Depuis la chute du Parti Communiste Belge et du Rassemblement Wallon dans les années 1980, les quatre grands partis dominant de façon hégémonique la vie politique et électorale en Belgique francophone. Pourtant, malgré le fait que le vote soit obligatoire, un nombre important et croissant d'électeurs se détournent de ces partis et votent de façon marginale au regard du système électoral dominant. Ainsi en 2010, près d'un quart des wallons avaient voté marginalement, c'est à dire s'étaient abstenus, avaient émis un vote blanc ou nul ou avaient voté pour un petit parti (Pion & Van Hamme, 2011).

Après avoir présenté l'historique et les caractéristiques des deux partis concernés (FN et PTB), on présentera les différents cercles concentriques partisans qui vont être étudiés dans cet article. Puis on traitera du lien entre géographie du vote et du militantisme du PTB à l'échelle wallonne puis de la province du Hainaut. Par la suite, on analysera le profil socio-économique des candidats et sympathisants du PTB. Dans une seconde partie, on étudiera dans le même ordre les caractéristiques spatiale et sociale des différentes strates de l'appareil partisan frontiste en Wallonie et dans le Hainaut. Ceci fait, on procédera à une comparaison systématique du lien socio-spatial entre militantisme et vote au sein des appareils partisans d'une part, entre les deux partis d'autre part avant de conclure.

## **Le Front National et le PTB+ en Wallonie**

Nous souhaitons ici traiter de la question des votes en faveur de deux petits partis belges qui n'ont pas ou plus de représentation au dessus du niveau communal en Belgique francophone : le FN (depuis 2010) et le PTB (depuis toujours). Le premier est le principal parti d'extrême droite qui survit malgré les dissensions perpétuelles au sein de la mouvance frontiste depuis ses débuts en 1985. Les dernières années ont vu le FN perdre graduellement de son importance électorale au fil des condamnations et dissidences régulières. On ne sait d'ailleurs, à l'heure actuelle, plus vraiment qui tient les rênes du FN « canal historique » et la situation politique des dissidences est floue. Le FN a perdu son dernier député régional, obtenu dans l'arrondissement de Charleroi, en 2009 et le dernier au fédéral en 2010. Il ne dispose plus que d'une vingtaine de conseillers communaux, principalement dans le Hainaut et de trois conseillers provinciaux. L'analyse de l'histoire électorale et politique de la mouvance FN a fait dire aux politologues qu'elle souffrait d'une balkanisation avancée et que le parti réussissait des scores sans aucune structure partisane. S'il est vrai que le FN ne comprend pas plus de quelques centaines de sympathisants selon le parti, les mêmes responsables sont présents dans la mouvance frontiste depuis près de 15 ans et ne semblent pas se décourager de leurs échecs réguliers dans la création de dissidences éphémères. Pour autant, nous pensons que l'étude de l'implantation spatiale de ces quelques militants est essentielle pour comprendre la spatialité du vote FN en Wallonie et sa diffusion au sein des quartiers des grandes métropoles où le parti réalise ses meilleurs résultats. Signalons d'emblée qu'au regard du phénomène de fusion-division de la mouvance, il est parfois difficile de suivre la trajectoire d'affiliation des membres et militants frontistes. Ainsi, nous tiendrons compte dans le cas de notre analyse à Charleroi des signataires pour le FN et le FNB, principale dissidence de l'époque, l'actuel président du FN ayant récolté des signatures qui sont passées à la dissidence dans un mouvement peu limpide.

Le Parti des travailleurs de Belgique est quant à lui depuis le début des années 1990 le principal parti d'extrême gauche francophone depuis le déclin rapide du Parti communiste belge dans les années 1980. Les résultats du PTB sont restés très marginaux jusqu'à il y a quelques années. Il dépasse désormais les 1%

---

<sup>3</sup> Le parti ecolo a été créé à la fin des années 1970 et après une décennie hésitante est devenu depuis le début des années 1990 un parti structuré qui participe régulièrement à la manière des socialistes, des sociaux-chrétiens et des libéraux à l'exercice du pouvoir (fédéral, communautaire, régional, provincial, communal).

au niveau wallon et monte à près de 10% des votes exprimés dans le canton d'Herstal. Cette forte variation spatiale du vote en sa faveur amène à poser la question de son implantation militante. En effet, le PTB possède depuis ses débuts la particularité de compter beaucoup de militants en comparaison d'autres partis, traditionnellement dans les entreprises et dans les universités, plus récemment dans quelques quartiers populaires. On ne connaît pas précisément à combien s'élève le nombre de militants du PTB (4 000 membres pour toute la Belgique en 2010 selon le parti) mais il est probable que le ratio entre militants et électeurs était le plus faible de tous les partis francophones, jusqu'à ces dernières années. A l'inverse, celui du Front National, comptant ou non ses dissidences, est probablement le plus élevé de Belgique francophone (le président du FN canal historique fait état de plusieurs centaines de membres dont 200-300 à Charleroi).

On peut ici se poser la question de savoir si c'est le climat socio-politique local qui crée le terreau nécessaire à l'apparition de militantisme ou au contraire si c'est le militantisme d'un parti qui contribue à créer un mouvement entraînant un électorat vers lui. Probablement que les deux phénomènes s'imbriquent et se complètent, or on a peu insisté sur le deuxième aspect. Nous montrerons ainsi que dans le cas du FN comme du PTB, les leaders locaux du parti ne sont bien souvent pas issus de la région mais parachutés dans un territoire donné, par rapport à un terreau socio-politique qu'ils jugent favorables.

Ainsi les cadres du Front National, notons que ce ne sont souvent pas des hommes de terrain mais des extrémistes caricaturaux, souvent issus de familles bourgeoises ou commerçantes. D. Féret, créateur du FN belge en 1985, a été le premier d'une longue série d'hommes politiques frontistes venant souvent du Brabant Wallon ou des beaux quartiers bruxellois, envoyés en mission dans les zones où leur discours caricatural devait attirer un électorat précarisé, n'ayant plus confiance dans les hommes politiques et vivant mal l'arrivée massive d'immigrants extra-européens. Dès la fin des années 1980, les communes populaires bruxelloises à forte population immigrée d'Anderlecht et de Molenbeek Saint Jean furent les territoires de campagne des D. Féret, P. Cocriamont ou P. Arku. Depuis le milieu des années 1990, Charleroi représente la terre d'élection des cadres frontistes, l'arrondissement ayant élu presque tous les députés régionaux et fédéraux FN depuis 10 ans. La situation au PTB est dans une certaine mesure similaire. Le PTB est à la base un parti essentiellement implanté en région flamande où il se nomme le PvdA. S'il compte suite aux élections de 2006 une vingtaine de conseillers communaux dans le pays, dont 4 en Wallonie, cela est largement dû à sa présence militante dans les entreprises et surtout dans quelques quartiers populaires. Ainsi sur les 4 conseillers communaux du PTB en Wallonie, trois sont des médecins du peuple originaires de Flandre (H. Krammisch, J. Vandepaer & J. Keizer) qui sont arrivés dans ces quartiers populaires désindustrialisés wallons par le biais des maisons médicales du PTB<sup>4</sup>.

### **Électorat, sympathisants, militants et élus : les cercles concentriques partisans**

Afin d'étudier l'impact de l'implantation partisane sur le vote, on va ici définir les niveaux d'adhésion à un parti politique afin de déterminer différents niveaux d'implication dans l'appareil partisan d'un parti donné. E. Van Haute (2009) a défini toute une série de cercles concentriques partisans qui vont de l'électeur occasionnel au Président de parti. Sa compilation théorique montre ainsi que plus on s'élève dans la pyramide partisane, plus le niveau de conscience, d'adhésion et de professionnalisme politique augmente. Elle distingue aussi des niveaux de responsabilité (locaux, régionaux, nationaux) qui conduisent à la construction théorique d'une sorte de pyramide à 15 marches, le rang le plus élevé étant la Présidence du parti. Ce schéma théorique est basé sur l'étude des grands partis européens et américains, mais devient beaucoup trop complexe pour rendre compte de l'appareil partisan de partis marginaux, moins imposant en terme d'effectifs et de responsabilités électives. Dès lors, nous proposons de simplifier la classification de l'appareil partisan en cercles concentriques de Van Haute à cinq strates allant de l'électeur à l'élus local. Au sommet de l'échelle partisane, nous avons dans le cas des deux partis étudiés, l'élus local<sup>5</sup>, au nombre d'une vingtaine depuis 2006 pour le FN et ses dissidences, et de quatre pour le PTB. Si dans le cas du Parti

<sup>4</sup> Notons que S. Merckx, médecin du peuple à Marcinelle mais non élue en 2006 suit exactement le même schéma. Par ailleurs, le responsable du PTB dans le Hainaut, G. Mugemangango a aussi été envoyé par le parti en mission dans la province alors qu'il est bruxellois.

<sup>5</sup> Même si le FN avait quelques élus provinciaux, régionaux et fédéraux entre 1991 et 2010.

du Travail de Belgique, ces élus sont des médecins ou syndicalistes locaux, ceux des partis d'extrême droite sont la plupart du temps peu connus, peu présents sur le terrain et se présentent même parfois seuls sous la bannière FN ou FNB. En dessous de cette strate, nous retrouvons les candidats, qui au vu de l'importance de ces partis, correspondent peu ou prou aux militants actifs, particulièrement dans les arrondissements électoraux où ces partis sont peu implantés. Ainsi dans le cas des dernières élections régionales, chaque parti pouvait présenter en tout 86 candidats dans toute la Wallonie, or le PTB n'a pu en présenter que 71 même s'il était présent dans tous les arrondissements. Le FN et surtout ses dissidences connaissent les mêmes problèmes pour trouver le nombre maximal de candidats. Viennent donc ensuite les militants qui sont au nombre d'environ 1200 pour le PTB selon le parti en Wallonie et quelques centaines pour le FN. Les deux dernières strates des appareils partisans de ces partis marginaux sont les sympathisants que l'on définira comme les personnes ayant signé pour que le parti se présente, et les électeurs. Le système électoral belge impose lors de tous les scrutins de réunir pour se présenter un nombre de signatures d'inscrits ou d'élus en fonction de la population électorale de la circonscription électorale, sachant que la signature d'un élu compte beaucoup plus que celle d'un simple électeur. Pour les petits partis comme le PTB ou le FN, cette récolte de signatures est indispensable pour presque toutes les niveaux d'élection étant donné le faible nombre d'élus qu'ils comptent<sup>6</sup>. Prenons le cas de Charleroi, chaque parti doit, pour se présenter aux élections communales, présenter les signatures de 100 électeurs ou de 2 conseillers communaux sortants. Pour les provinciales, ils doivent réunir 50 signatures par district (commune=canton=district dans le cas de Charleroi) ou 3 conseillers provinciaux, pour les régionales, 400 signatures au niveau de l'arrondissement de Charleroi qui compte 4 cantons etc.

Élections	Niveau pertinent de récolte de signatures...	... dans le cas de la commune de Charleroi	Nombre de signatures	Nombre d'élus
Communales	Commune	Charleroi	100	2 conseillers communaux
Provinciales	District	Charleroi	50	3 conseillers provinciaux
Régionales	Arrondissement	Charleroi, Châtelet, Fontaine l'Evêque, Seneffe	400	2 députés régionaux
Fédérales	Province	Hainaut	500	3 députés fédéraux
Sénatoriales	Région	Wallonie	5000	2 sénateurs
Européennes	Communauté	Communauté française	5000	5 parlementaires

Sources : Ministère de l'Intérieur 2010

Tableau 1: Tableau 1: Nombre de signatures requises pour présenter une liste selon le type d'élection

Ainsi en l'état actuel des choses, le PTB doit présenter une liste de soutien d'inscrits pour chacune des élections auxquelles il souhaite se présenter sauf à l'élection communale de Herstal en 2012, où il compte 2 élus communaux sortants. Le FN, quant à lui ne peut se dispenser d'une récolte de signatures que pour quelques élections communales où il compte au moins deux élus (Charleroi, Châtelet, Fleurus, Mons, La Louvière, Quaregnon). Cette récolte de signatures est donc un passage obligé quasi-permanent pour les petites formations, surtout au vu de l'instabilité politique belge depuis quelques années, et aussi un moteur de militantisme. P. Cocriamont, Président du FN nous affirmait ainsi dans un entretien réalisé alors qu'il était encore député fédéral que « *la récolte de signatures est la principale forme de militantisme du FN par contact direct avec les gens (...)* Nous sommes le seul parti qui allons sonner directement chez les gens pour avoir des signatures»<sup>7</sup>. Nous verrons par la suite que cette récolte est le vecteur essentiel du militantisme FN et suit une logique socio-spatiale clairement définie.

Les électeurs quant à eux présentent la forme la moins active de l'appareil partisan de ces partis mais la plus nombreuse quoique cette proportion varie fortement selon les partis. Ainsi sur la figure 1, on a représenté schématiquement l'importance en terme d'effectifs de chacune des différentes strates de l'appareil partisan pour le FN à gauche et le PTB à droite au niveau de la Wallonie. On constate d'un premier abord que le nombre d'électeur est fort contrasté, le FN obtenant ces dernières années en moyenne, trois à quatre fois plus de voix que le PTB. Cependant, le cœur de l'appareil partisan (élu-candidat-militant-symathisant) est lui plus vaste et cohérent au PTB qu'au FN. Le Parti du Travail de Belgique compte ainsi

<sup>6</sup> Notons qu'à certaines occasions, des petites formations demandent le parrainage d'élus des grands partis avec plus ou moins de succès, selon les affinités partisans et stratégies électorales.

<sup>7</sup> Entretien réalisé le 19 avril 2010

probablement deux à trois fois plus de militants non candidats et à peu près le même nombre de militants-candidats. Par contre, en terme de résultats électoraux, le FN et dissidences sont largement en avance, comptant quatre à cinq fois plus d'élus. On a donc dans le cas du FN une structure partisane avec une vingtaine d'élus et entre 70 000 et 150 000 électeurs reliés entre eux par un faible nombre de militants, alors qu'au PTB on observe des cercles partisans croissants plutôt réguliers, et un ratio entre électeurs et militants relativement faible (1 militant pour 20 électeurs à l'échelle wallonne contre 1 pour 150 pour le FN), marque d'un travail de terrain semble t-il plus coordonné, clair et tangible.

C'est cette opposition forte qui nous a donné envie de travailler sur l'implantation partisane de ces partis avec d'un côté une apparence de militantisme réfléchi partant de bases solides mais réussissant peu électoralement et de l'autre côté un parti flou et miné de l'intérieur qui réalise des scores exponentiels par rapport à son appareil militant.

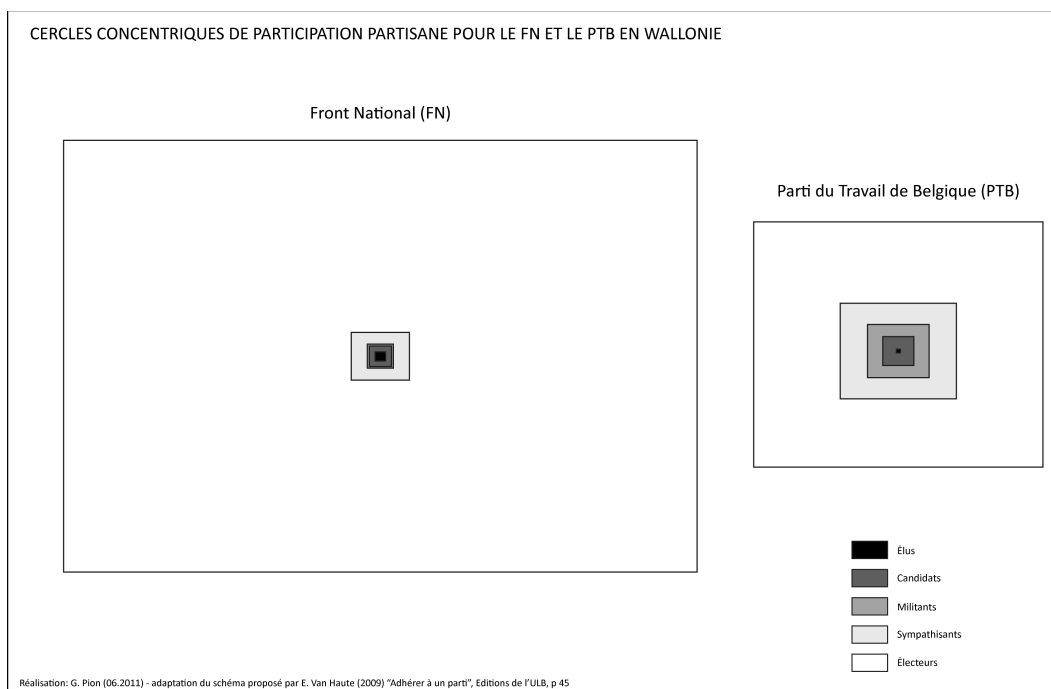


Figure 1. Cercle concentriques des appareils partisans du PTB et du FN en Wallonie

## L'implantation partisane polarisée sur quelques pôles du PTB et son importance pour expliquer la géographie de ce vote.

### Géographie du vote et du militantisme PTB en Wallonie

Comme on l'a déjà brièvement évoqué, le PTB connaît depuis quelques années une poussée électorale, certes faible mais notable et durable, qui incite donc à comprendre les raisons de cette évolution favorable pour le parti d'extrême gauche. Il semble que le travail militant dont le parti se revendique depuis ses débuts dans les grandes entreprises et les universités se soit accentué, diversifié et rapproché des classes populaires qu'il entend défendre. Deux axes de militantisme sont ainsi défini par un responsable de la section hennuyère du PTB : un axe monde de l'entreprise – syndicalisme, un autre médecine du peuple - actions socio-culturelles - ancrage local dans un quartier populaire<sup>8</sup>.

Comme l'a noté ce responsable, le premier « *n'a pas de vocation électorale et de toute façon rapporte peu électoralement parlant(...) mais il est important symboliquement et perpétue la tradition syndicaliste du PTB* » (Responsable du PTB). Même si ce travail rapportait électoralement, il serait difficile de mesurer son influence électorale à l'échelle du quartier étant donné que les travailleurs des entreprises où le PTB est implanté comme la SNCB, Caterpillar ou la Sonaca à Charleroi sont dispersés dans toute la région<sup>9</sup>. Le

<sup>8</sup> Interview du responsable de la section du Hainaut du PTB, réalisée le 19 mars et le 1er avril 2010.

<sup>9</sup> Le modèle d'encadrement socio-politique du PTB est la commune flamande de Zelzate, au nord de Gand. Le parti y

second axe par contre est beaucoup plus déterminé spatialement parlant et propose un modèle de développement et d'occupation du terrain très concret. On a déjà noté le fait que le parti compte depuis 2006 quatre élus locaux dans des communes ouvrières où il réalise depuis dix à quinze ans un travail de terrain autour de l'implantation d'un médecin du peuple qui soigne gratuitement ou presque les populations précarisées. La Wallonie compte ainsi quatre centres de maisons médicales du PTB (à Herstal et Seraing en région liégeoise, à La Louvière et Charleroi dans le Hainaut) et dans les trois premières citées, le médecin du peuple est aussi l' élu local. Le PTB réalise ainsi un travail de terrain autour de ces implantations situées dans des quartiers très populaires destiné à faire élire au conseil communal son médecin. Un responsable du PTB nous a confirmé ce mode de militantisme à Charleroi: « *la campagne de 2006 a complètement été axée sur l'élection de Sofie [Merckx], médecin du peuple à Marcinelle (...), qui s'était fait notamment connaître en défendant les locataires d'une cité sociale de Marcinelle (...). Elle est depuis la porte parole du parti dans la région* » (Responsable du PTB). Si S. Merckx n'a finalement pas été élue, cette cristallisation de la campagne autour d'une personne a eu pour effet de faire connaître le parti (le responsable note que le principal problème du PTB est que beaucoup de gens ne connaissent même pas son existence, notamment à cause de son absence dans les médias régionaux), d'augmenter le nombre de militants et de créer au fur et à mesure des implantations dans d'autres quartiers de l'agglomération carolorégienne. Cet exemple montre l'importance du travail de terrain dans l'approche politique et militante du PTB. Étudions donc la géographie des candidats du PTB entre les élections communales de 2006 et les élections régionales de 2009 grâce aux données issues du Ministère de l'Intérieur et du CEVIPOL-ULB. Nous avons donc comptabilisé le nombre total de candidats qui se sont présentés dans chaque canton wallon entre les élections communales 2006, fédérales 2007 et régionales 2009. On oscille ainsi entre 0 et 89 candidats-militants par canton sur la période 2006-2009. C'est à Charleroi qu'on trouve le maximum de candidats PTB, ce qui correspond probablement à ce que nous disait G. Mugemangango sur le fait que la section de Charleroi était la deuxième en Wallonie<sup>10</sup> après celle de Liège, sachant que celle-ci se répartit, elle, sur trois communes-cantons : Liège, Herstal et Seraing<sup>11</sup>. Sur la figure 2, on a cartographié à la fois la proportion de votes PTB par rapport aux votes exprimés, par canton aux élections fédérales 2010, et le nombre de candidats sur des listes PTB s'étant présentés au moins une fois sur la période 2006-2009 (carte du haut). La carte du bas reprend un ratio entre le nombre de candidats-militants PTB et le nombre d'inscrits ainsi que le nombre absolu de votes en faveur du PTB par canton.

On constate donc que la géographie du militantisme PTB et du vote PTB sont très proches (coefficient de corrélation entre % de votes PTB et ratio candidats PTB/inscrits : +0,81). Le PTB compte un bastion fort en région liégeoise, où il est depuis le plus longtemps implanté en Wallonie, ainsi qu'à La Louvière et plus récemment à Charleroi. En somme, la relation militantisme-vote est globalement parfaite au niveau régional pour le PTB. Sans relais médiatique régional, le PTB ne perce au niveau électoral que là où il travaille dans les entreprises et surtout autour des maisons médicales, auprès d'un électorat populaire, comme on va le voir.

---

réalise ses meilleurs résultats électoraux et y a installé sa première maison du peuple tout en investissant massivement le milieu syndical de l'entreprise sidérurgique Sidmar, dont la plupart des travailleurs habitent la commune de Zelzate. Le PTB affirme que le quart des habitants de la commune fréquente sa maison médicale et il a obtenu 6 élus communaux en 2006 soit 22% des votes. L'implantation militante du PTB dans cette commune sert de modèle de développement pour toutes les sections PTB du pays.

<sup>10</sup> « 250 membres cotisants 20 euros par an (...) dont 60 actifs mensuellement » (Responsable du PTB)

<sup>11</sup> Un canton est un regroupement de commune. C'est le plus petit niveau pour lequel on peut obtenir légalement des données électorales à l'élection des élections communales. En zone urbaine, des cantons ne sont fréquemment composés que d'une commune, comme cela est le cas pour Charleroi, Liège, Herstal et Seraing.

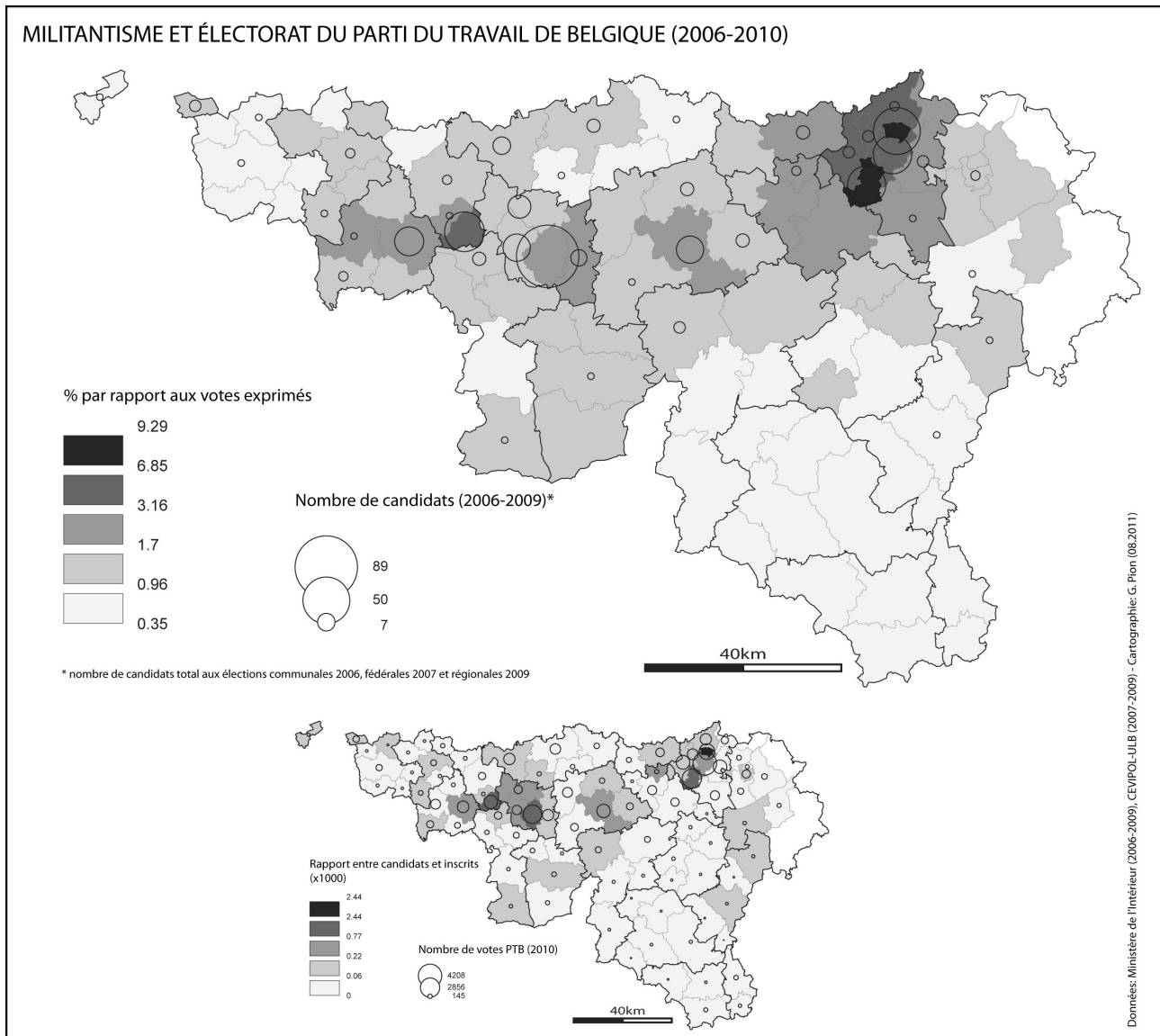


Figure 2. Militantisme et électorat du PTB en Wallonie (2006-2010)

La présence de candidats médecins est donc essentielle pour comprendre la réussite du parti, ce que confirment les taux de pénétration de ceux-ci dans les cantons où ils sont implantés. Le taux de pénétration désigne le pourcentage de voix qu'un candidat donné a obtenu par rapport à la liste sur laquelle il se présentait ; étant donné que l'on peut voter pour la liste ou pour un ou plusieurs candidats/suppléants de la liste. Ainsi les cinq candidats-élus et/ou médecins<sup>12</sup> ont capté personnellement lors de l'élection communale de 2006 au moins un tiers des voix de leur parti. Depuis, les taux de pénétration varient mais ne descendent pas au-dessous de 13% pour J. Vandepaer en 2009<sup>13</sup> et peuvent monter à près de 50% des voix de la liste PTB dans leur canton, preuve de l'importance de personnalités du parti sur ce vote marginal. Sans rentrer dans les détails, il est évident que l'élu local a aussi un impact, bien que moins important dans les cantons voisins.

<sup>12</sup> En réalité les quatre élus plus la tête de liste, médecin du peuple à Charleroi qui elle n'a pas été élue.

<sup>13</sup> Il n'était alors que suppléant sur la liste PTB aux élections régionales ce qui explique son faible score.

% voix de préférence		Communales 2006	Fédérales 2007	Régionales 2009
Jan Keizer	La Louvière	53,1	41,4	40,3
Sofie Merckx	Charleroi	35,4	16,1	26,4
Nadia Moscufo	Herstal	33,9	44,8	36,4
Johan Vandepaer	Herstal	32,7	25,3	13,1
Hans Krammisch	Seraing	33,5	30,6	18,7

Ministère de l'Intérieur 2006, 2007 et 2009

Tableau 2: Voix de préférence des élus PTB dans leur canton (2006-2009)

Le vote PTB est donc fortement influencé par le travail de terrain réalisé par les cellules militantes du parti, cristallisé autour des élus qui recueillent sous leur nom une part très importante des voix du parti dans leur canton et ceux alentours, preuve de la nécessité et de l'utilité d'un ancrage local pour ce parti marginal wallon.

### Géographie du vote et des sympathisants PTB dans le Hainaut

Voyons maintenant le profil socio-spatial des sympathisants du PTB et leur relation avec celui des électeurs, ce qui nous permettrait de confirmer l'hypothèse selon laquelle le travail militant du parti est réalisé vers les classes populaires des quartiers désindustrialisés et en difficulté du sillon Sambre et Meuse. On entend donc par sympathisant les personnes qui ont signé en faveur d'un parti pour que celui-ci se présente aux élections. On a recueilli dans les archives de la Chambre des Représentants, les adresses, professions et âges des 512 électeurs ayant signé en faveur du PTB pour qu'il se présente dans le Hainaut aux élections fédérales 2007. Comme on peut le voir sur la figure 3, la géographie de ces sympathisants qui est évidemment liée à celle des militants est très simple et comprend deux pôles principaux (La Louvière et Charleroi) et deux secondaires (Courcelles et Mons) dans la province du Hainaut, la seule pour laquelle nous avons pu récupérer des données.

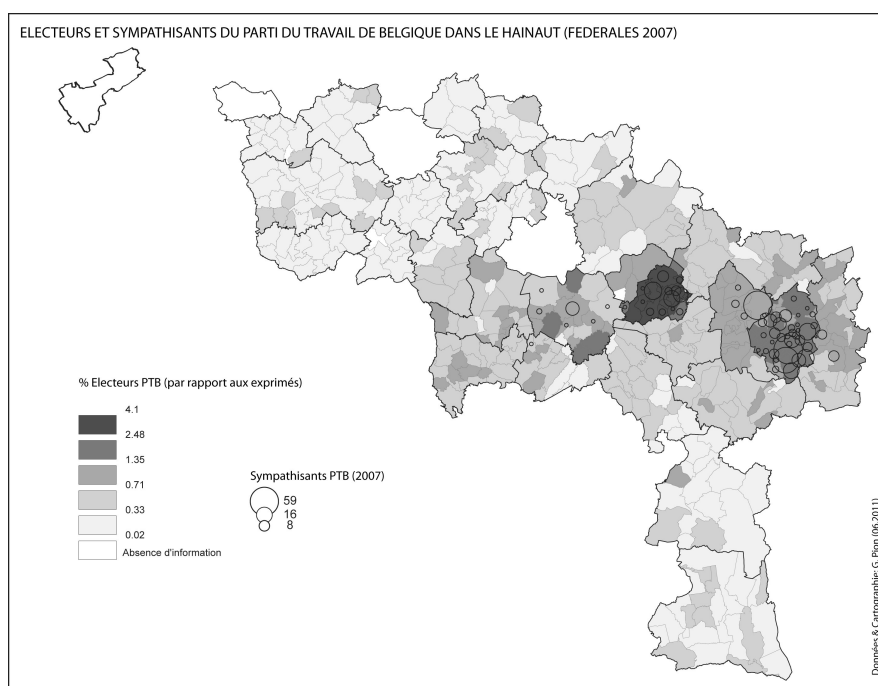


Figure 3. Électeurs et sympathisants du PTB dans le Hainaut (Fédérales 2007)

Près des trois quarts des signatures ont été recueillies dans les communes où des maisons médicales étaient implantées, soit à la Louvière, particulièrement dans les quartiers de Bouvy ainsi que dans les anciennes communes d'Houdeng Aimeries et Houdeng Goegnies, et à Charleroi (notamment dans le sud de

l'entité à Marcinelle, Couillet). Le reste est concentré dans la commune de Courcelles, un ancien bastion PC où le PTB est actif, et à Mons. Il est intéressant de noter que les 500 signatures ne proviennent que de cinq communes différentes, ce qui marque la profonde polarisation du militantisme PTB. La figure 3 montre aussi la géographie du vote PTB dans le Hainaut en 2007 par lieu de vote, cartographie réalisée grâce à la méthode des lieux de vote<sup>14</sup>. Si le lissage effectué ne permet pas de montrer l'étendue réelle de la variation des scores à l'intérieur des cantons dans une cartographie au niveau provincial, elle met tout de même en évidence les zones de forces du PTB dans le Hainaut : La Louvière comme cœur de ce vote, Charleroi et dans une moindre mesure les quartiers les plus en difficulté des alentours de Charleroi ainsi que Mons. A l'inverse, plus on s'éloigne du sillon industriel vers le sud et vers l'ouest plus le PTB tend vers des scores inférieurs à 0,5% des votes exprimés.

### *Profil socio-économique des candidats et des sympathisants du PTB dans le Hainaut*

Passons maintenant au profil socio-économique des candidats et des sympathisants PTB à défaut d'avoir à ce jour des informations individuelles fiables sur les électeurs PTB<sup>15</sup>. Dans le premier cas, on a traité le fichier du Ministère de l'Intérieur reprenant les informations remplies par chaque candidat aux élections fédérales de 2007, dont son âge, son domicile et sa profession. Dans le second cas, on a récupéré la liste des signataires en faveur aux partis candidats aux élections afin de recueillir les mêmes informations que pour les candidats. On sait que les élus du PTB en Wallonie, qui ne sont pas pour autant membre du Comité Central du Parti, sont pour trois d'entre eux médecins du peuple donc faisant partie des professions libérales<sup>16</sup>. Les candidats du parti aux élections fédérales de 2007 en Wallonie sont en terme de profil socio-économique à plus de 50% des employés (52,7%) puis des ouvriers (13,5%) et des chômeurs (12,2%). Notons que l'on ne compte aucun mandataire politique professionnel et très peu de pensionnés (4,7%), d'étudiants (2,7%) et de cadres (4,1%). Le profil des candidats apparaît comme étant très lié au monde du travail, venant des classes moyennes inférieures et dans une moindre mesure des classes intellectuelles.

Les sympathisants du PTB proviennent eux beaucoup plus largement des classes populaires, qu'elles soient intégrées au monde du travail ou non. Ainsi que cela soit pour les élections régionales de 2004 dans l'arrondissement de Charleroi ou pour les élections fédérales de 2007 dans le Hainaut, ce sont les chômeurs qui représentent toujours la plus grande part des sympathisants (respectivement 30,9 et 25,2% des signataires). Dans un second temps, les ouvriers et les employés représentent entre 13 et 22% des sympathisants PTB selon l'année et la circonscription de référence. En 2007, les pensionnés représentent plus de 20% des sympathisants alors qu'ils ne sont que 3,5% dans le comité de soutien de 2004. Les cadres, indépendants et étudiants sont ultra minoritaires parmi les sympathisants, ce qui est lié en partie à la structure des emplois dans ces régions, qui sont il est vrai parmi les plus en difficulté de Belgique et qui ne compte aucune université complète. Toujours est il que le profil des sympathisants est très lié aux classes populaires et moyennes inférieures, provenant de quelques communes (La Louvière, Charleroi, Courcelles, Mons) dans une situation de précarité importante. Si l'on n'a aucune conclusion quant à l'électorat, on peut tout de même penser que le profil des électeurs ne doit pas énormément différer de celui des sympathisants même si avoir signé pour qu'un parti se présente ne signifie pas forcément avoir ensuite voté pour lui.

---

<sup>14</sup> Cette méthode qui est une amélioration de la méthode des bureaux de dépouillement proposée il y a deux ans (Pion, 2009) n'a pas encore été détaillée dans une publication. Nous espérons qu'elle le sera bientôt. Une version préparatoire est cependant disponible sur demande. Le principe est d'obtenir des résultats électoraux lissés par lieu de vote au sein de chaque canton en croisant résultats électoraux par bureau de dépouillement, secteurs statistiques de l'INS et zone de chalandises des bureaux de vote. Il en résulte une cartographie précise et fiable des résultats électoraux à une échelle intra-urbaine qui présente toutefois le défaut d'homogénéiser les situations intra-cantonales lors de cartographies globales, comme ici au niveau provincial. Ainsi tous les quartiers de la commune-canton de La Louvière apparaissent comme étant les zones de force du PTB, alors qu'il est possible que tous ne le soient pas dans la réalité.

<sup>15</sup> Lors de l'enquête PARTIREP réalisée par le CEVIPOL-ULB en collaboration avec d'autres universités, seuls 5 électeurs du PTB ont été interviewés en Wallonie, trop peu évidemment pour que les résultats soient valables. Dans l'enquête sortie des urnes réalisée par nos soins à Charleroi en juin 2010, nous avons pour notre part recueilli sept questionnaires de personnes déclarant avoir voté PTB.

<sup>16</sup> Même si refusant de cotiser pour l'ordre des médecins, ils sont très marginaux par rapport aux médecins en général.

Catégories socio-économiques (en %)	Sympathisants		Candidats
	Arrondissement de Charleroi (Régionales 2004)	Province du Hainaut (Fédérales 2007)	Wallonie (Fédérales 2007)
	N=401	N=512	N=74
Mandataires	0,0	0,0	0,0
Employés	16,7	21,9	52,7
Ouvriers	13,2	18,2	13,5
Cadres	0,5	0,4	4,1
Indépendants	1,5	4,5	9,5
Chômeurs	30,9	25,2	12,2
Pensionnés	3,5	20,1	4,1
Étudiants	3,2	4,7	2,7
Autres	0,7	4,1	10,8
Sans réponse	29,7	1,0	0,0
<i>dont élus locaux</i>	0,3	0,5	5,4
TOTAL	100	100,0	100,0

Base de données personnelle 2004, 2007, CEVIPOL-ULB 2007

Tableau 3: Profil socio-économique des sympathisants et candidats du PTB (2004-2007)

L'électorat PTB est donc très concentré dans quelques cantons où le parti est implanté dans les entreprises et dans les quartiers depuis plus ou moins longtemps. L'ancienneté de l'implantation des maisons du peuple indique globalement le niveau de vote en faveur du PTB. Son appareil partisan est composé d'une frange de militants actifs venant des classes moyennes inférieures et des classes populaires, encadrés par quelques représentants des élites culturelles. Ses sympathisants, dont on peut penser qu'ils sont pour partie ses électeurs, proviennent eux beaucoup plus des classes populaires et précarisées des quartiers où le parti est implanté. Venons en donc maintenant à l'appareil partisan du Front National belge, qui on va le voir présente certaines caractéristiques socio-spatiales proches de celles du PTB.

### L'influence du faible militantisme frontiste dans les quartiers en difficulté autochtones sur le vote FN.

#### *Géographie du vote et du militantisme frontiste et son évolution depuis 1994 en Wallonie*

Avant d'en venir au profil socio-économique des membres de l'appareil partisan FN, analysons la géographie du vote FN, son lien avec le militantisme et son évolution depuis 20 ans en Wallonie<sup>17</sup>. D'un point de vue méthodologique, nous n'avons pas pu comptabiliser le nombre de militants par canton au milieu des années 1990 à cause de l'absence de base de données sur les candidats aux élections communales de 1994 ainsi que fédérales et régionales de 1995<sup>18</sup>. Par conséquent, nous n'avons tenu compte que de la présence ou non d'une liste d'extrême droite<sup>19</sup> et du nombre d'élus communaux obtenus aux élections communales d'octobre 1994. On a considéré ainsi que la présence d'un élu était cinq fois plus importante que celle d'une liste candidate et nous avons établi un coefficient de militantisme, certes imparfait et tronqué pour le moment, sur cette base.

<sup>17</sup> Nous ne pouvions réaliser cette même évolution pour le PTB étant donné que ce parti obtenait des scores extrêmement faibles à l'époque et n'était pas encore investi dans un travail de terrain, en Wallonie tout du moins.

<sup>18</sup> La liste même des candidats aux élections communales 1994 n'est disponible en dehors des administrations communales que dans les journaux régionaux, qui ont conservé des archives dans divers lieux, que nous n'avons pas eu le temps de consulter dans leur intégralité. Cette partie n'est donc pas une version finale.

<sup>19</sup> A l'époque, deux formations d'extrême droite étaient présentes en Wallonie. L'une, AGIR a depuis disparue et était principalement active dans la province de Liège, l'autre, le FN, a réalisé à cette époque les meilleurs résultats aux élections communales de son histoire.

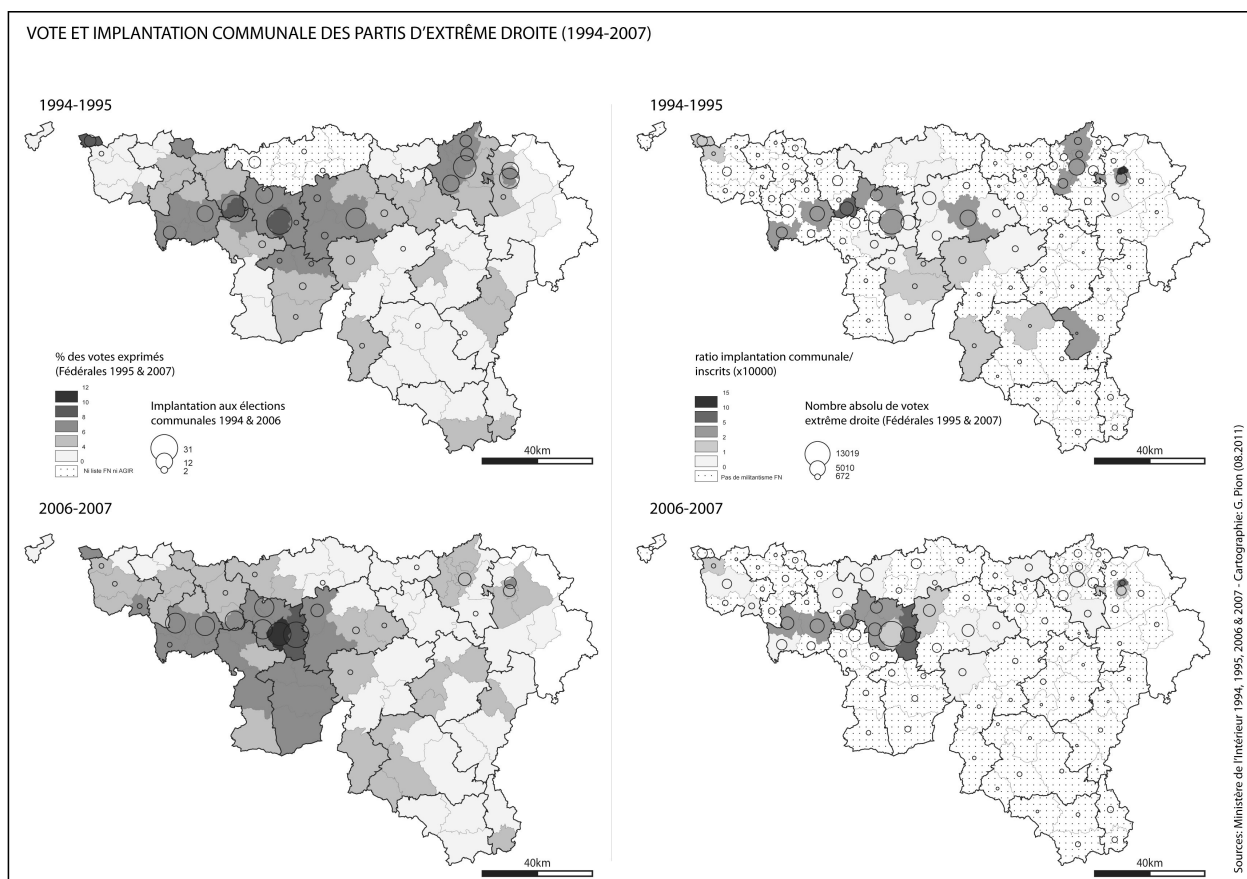


Figure 4. Vote et implantation militante communale de l'extrême droite wallonne (1994-2007)

On constate donc que si le vote d'extrême droite concerne surtout la dorsale wallonne entre le Borinage et la région verwiétoise, une modification assez sensible a eu lieu entre le milieu des années 1990 et la période récente (Figure 4). Alors que deux pôles de fort vote FN apparaissaient en 1995, la région liégeoise et le Hainaut, en 2007, le vote d'extrême droite est surtout marqué dans le Hainaut ainsi que dans les cantons namurois proches de Charleroi. Comme nous l'avons ainsi noté précédemment, le vote FN en Wallonie est passé de deux zones de forces à un pôle électoral qui tend à diffuser dans les cantons alentours (Pion, 2009). Or cette évolution électorale semble au vu des cartes de la figure 4 fortement liée à la présence d'élus locaux et de listes d'extrême droite présentes aux élections communales. Ainsi en 1994, le FN se présente dans une trentaine de communes principalement dans le Hainaut et la province de Namur, mais aussi à Liège et Seraing. Le parti AGIR crée à Liège est lui présent dans quelques communes de la province de Liège. Or ce parti se disloque juste avant les élections fédérales 1995 et depuis cette période, le FN connaît de grandes difficultés à maintenir une base militante dans la région. De fait, aux élections communales de 2006, si le FN est présent dans une bonne partie des communes hennuyères du sillon industriel, il est quasi absent de la région liégeoise, à l'exception de la ville de Liège. En 2006, la liste FN aux élections communales à Liège comprenait 5 candidats contre 49 possibles, 3 contre 37 pour la liste FNB à Verviers et 1 contre 23 sur celle Force Nationale à Dison. Dans le même temps, les listes communales dans le Hainaut, à Charleroi, Châtelet, Fleurus ou Courcelles présentaient presque autant de candidats que possible, signe d'une meilleure implantation locale. S'il est très présent à Charleroi même, on observe que le ratio entre implantation militante FN et inscrits par canton est plus élevé dans toute la banlieue carolorégienne ainsi que dans le Borinage et à La Louvière. Aux élections fédérales 2007, on constate parallèlement que le vote extrême droite a fortement diminué en région liégeoise. Le coefficient de corrélation entre ratio candidat/inscrits et vote FN était de +0,44 en 1994-1995 et de +0,54 en 2006-2007. La relation est donc moindre que pour le PTB mais largement positive tout de même. Tout ceci semble indiqué que la présence de militants FN, si peu nombreux qu'ils soient semble influencer sur le vote FN en Wallonie, et ce depuis 20 ans.

Or, le paradoxe est qu'à la différence des élus PTB, ceux du FN et dissidences sont très peu connus par les

électeurs et ne semble pas faire preuve d'une assiduité aux conseils communaux et de travail de terrain lié à leur mandat. S'il est vrai que le « cordon sanitaire » total qu'ils subissent n'aide pas leur travail parlementaire, il n'empêche que les élus locaux frontistes ont pratiquement toujours été proches de l'anonymat dans leur propre commune. Par conséquent, seul un élu communal frontiste a, à notre connaissance, été réélu dans sa commune depuis les débuts du parti en Wallonie<sup>20</sup>. Le tableau 4 reprend comme pour le PTB précédemment les votes de préférences en faveur des élus communaux frontistes dans leur canton. On constate tout de suite la faiblesse des taux de pénétration des élus FN dans leur commune lors de leur élection qui oscille entre 15 et 38% (dans le cas de J. Lespire, ce taux ne veut pas dire grand chose étant donné qu'il était seul sur la liste). P. Cocriamont, Président du FN ne recueille ainsi que 15% des voix sur son nom alors qu'il était tête de liste dans le canton wallon le plus favorable au FN et où selon ses termes se trouve « *la plus grosse section du Front National en Wallonie (...) et de loin !* » (P. Cocriamont). Lors des élections suivantes, on observe un très faible taux de pénétration de tous ces élus dans leur canton ; souvent moins de 10%) sachant qu'en 2009, sur les 6 élus présentés ici, pas un seul ne se présentait sous la bannière FN mais sous celles de dissidences<sup>21</sup>.

% voix de préférence		Communales 2006	Fédérales 2007	Régionales 2009	Fédérales 2010
Patrick Cocriamont	Charleroi	14,9	18,3	-	14,2
Lucien Duval	La Louvière	15,7	4,6	20,4 (Force Nationale)	5,6
Alex Quévy	Boussu	17,7	5,4	44,1 (FDW)	-
Philippe Duquenne	Mons	18,9	2,9	-	-
Joseph Frérard	Liège	28,6	5,0	22,8 (FN PLUS)	-
Jacques Lespire	Dison	38,1	23,3 (Force Nationale)	20,0 (Wallonie d'Abord)	3,6 (Wallonie d'Abord)

Ministère de l'Intérieur 2006, 2007, 2009 & 2010

Tableau 4: Voix de préférence des élus FN dans leur canton (2006-2010)

Ce tableau illustre donc bien le phénomène permanent de scission-recomposition de l'extrême droite wallonne et la méconnaissance des élus frontistes par l'électorat de leur propre commune-canton. Pourtant, on a vu qu'il semblait y avoir une forte relation spatiale entre la présence de militants et d'électeurs frontistes en Wallonie. On va donc maintenant analyser la géographie et le profil socio-spatial des militants et sympathisants frontistes et leur relation avec celle des électeurs dans le Hainaut, province clé pour l'extrême droite wallonne.

#### *Géographie du vote et des sympathisants frontistes dans le Hainaut*

<sup>20</sup> J. Lespire à Dison a été élu en 2000 sur la liste FNB et réélu en 2006 alors qu'il se présentait seul sur une liste Force Nationale.

<sup>21</sup> Étant donné la très faible proportion de votes exprimés pour ces dissidences (de l'ordre d'1% en moyenne), les taux de pénétration relativement fort sont à très fortement relativiser.

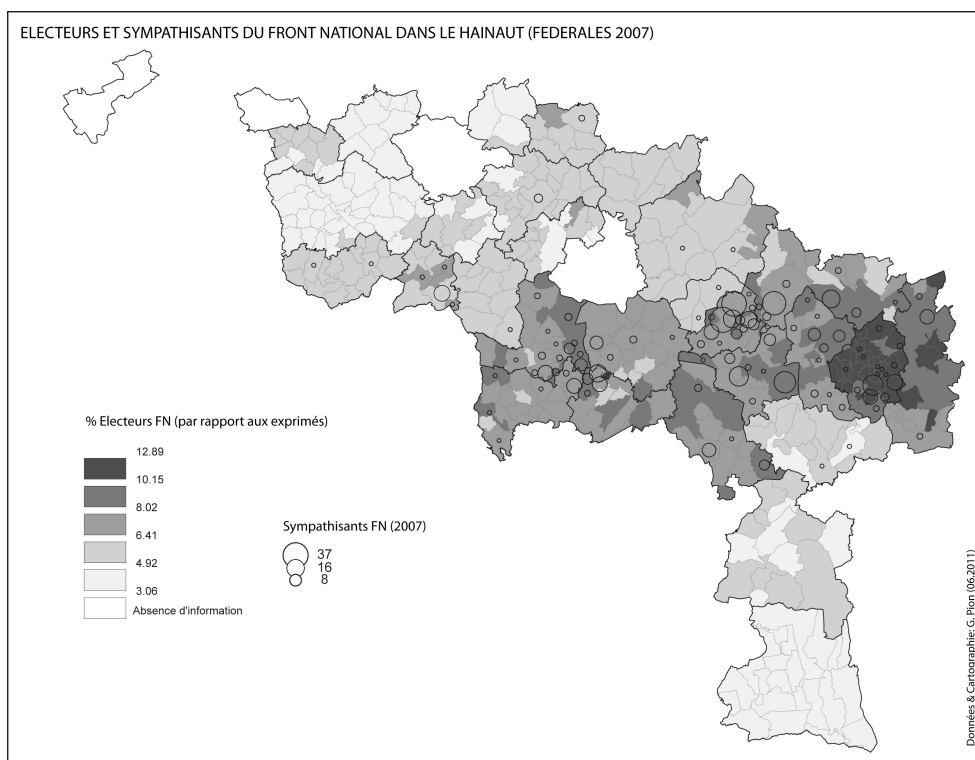


Figure 5. Électeurs et sympathisants du FN dans le Hainaut (Fédérales 2007)

La géographie du vote FN est donc comme on l'a précédemment analysé concentré essentiellement dans le sillon industriel wallon entre le Borinage et le canton de Châtelet. Les taux maximums par quartiers sont atteints dans la commune de Charleroi, particulièrement au centre et au nord, ainsi que dans quelques quartiers ouvriers du canton de Châtelet, à Farciennes, Châtelineau et Lambusart. Un second palier de vote FN est atteint dans le Borinage (Quaregnon, Colfontaine, Frameries), dans la région du Centre (La Louvière, Manage, Haine Saint Pierre) et aux alentours de la commune de Charleroi (Courcelles, Pont à Celles, Châtelet, Fleurus, Forchies la Marche, Aiseau). On constate aussi un fort vote FN le long de la frontière française au niveau de Quiévrain-Honnelles et dans le canton rural de Merbes le Château (Fontaine Valmont, Estinnes). Les signatures en faveur du FN viennent elles à 95% de cette zone de force de l'extrême droite et particulièrement du Borinage (Jemappes, Frameries, Colfontaine, Boussu), de la région du Centre (La Louvière, Manage, Anderlues, Binche) et de la région carolorégienne (Marcinelle, Montignies sur Sambre, Gilly, Fleurus, Courcelles). Si dans le cas des deux premières régions, il y a bien une forte relation spatiale entre électeurs et sympathisants, cela est moins vrai à Charleroi. Les quartiers populaires à forte population immigrée du centre et du nord de l'entité où le FN réalise d'importants scores (Dampremy, Jumet, Lodelinsart, Charleroi Nord, Gilly) sont ainsi peu concernés par la collecte de signatures. En effet, la récolte des signatures par le FN est réalisée « *dans les quartiers relativement pauvres mais surtout habités par des belges (...)* Gosselies, Jumet, Gilly et Montignies sur Sambre [anciennes communes de Charleroi] sont des zones de récolte importantes mais ça dépend aussi des responsables locaux, de là où ils vivent (...) Marchienne par contre, c'est très difficile » (P. Cocriamont). La géographie des signatures en faveur du FN est donc déterminée soit par le lieux d'habitat d'un militant actif frontiste qui recueille des signatures autour de chez lui, soit par les campagnes de porte à porte réalisée par les élus frontistes dans les quartiers en difficulté où la population immigrée est peu importante.

La récolte de signatures est donc selon les dires du Président du FN le principal acte militant du parti, mais il précise aussi que ses actions sur le terrain sont de « servir les gens dans leurs petits et gros problèmes (...) avant on allait notamment aider certaines personnes pour des travaux et du nettoyage mais on ne peut plus le faire. » (P. Cocriamont). Cependant, le FN ne dispose pas de local, « par manque d'argent » ni à Charleroi ni ailleurs en Wallonie mais P. Cocriamont déclare « être de permanence jour et nuit (...) et profiter quelques fois de la salle d'un conseiller communal à Gilly sans pour autant qu'elle soit un local du FN ».

L'électorat comme le militantisme FN dans la région sont donc spatialement circonscrits aux quartiers

urbains en grande difficulté sociale où le chômage atteint des sommets (30-35% des actifs). Cette géographie des électeurs et sympathisants frontistes est donc fort proche de celle du PTB qui réalisait aussi ses meilleurs résultats et ses campagnes de signatures dans les quartiers pauvres du sillon industriel, quoique de manière encore plus polarisée. Qu'en est-il du profil socio-économique de ces militants et sympathisants FN ?

*Profil socio-économique des candidats et des sympathisants du FN dans le Hainaut*

Catégories socio-économiques	Sympathisants		Candidats
	Arrondissement de Charleroi (Régionales 2004)	Province du Hainaut (Fédérales 2007)	Wallonie (Régionales 2009)
	N=1121 (FN+FNB)	N=512	N=99
Mandataires	0,1	0,1	2,0
Employés	17,2	11,0	18,2
Ouvriers	13,3	21,0	19,3
Cadres	0,3	0,7	4,0
Indépendants	4,4	3,0	4,0
Chômeurs	15,2	11,3	21,2
Pensionnés	15,3	12,5	21,2
Étudiants	2,9	1,1	1,0
Autres	2,6	2,8	9,1
Sans réponse	29,0	36,6	0,0
<i>dont élus locaux</i>	0,3	0,2	3,7
TOTAL	100	100,0	100,0

Base de données personnelle 2004, 2007, Ministère de l'Intérieur 2009

*Tableau 5: Profil socio-économique des candidats et sympathisants FN (2004-2009)*

Les études réalisées sur le vote extrême droite en Wallonie sont assez peu nombreuses et ont été réalisées le plus souvent par des politologues analysant des sondages sortis des urnes. Cependant, au vu de la difficulté d'obtenir des interviews d'électeurs d'extrême droite, comme partout en Europe, et de la forte polarité du vote, les échantillons obtenus, suite à des enquêtes au niveau régional, ont souvent été très restreints en Wallonie (Delwit, 1995 & 2007 ; Blaise, 2004). Pour autant, les traits saillants du profil des électeurs sont récurrents dans toutes les enquêtes. Ils proviennent principalement des classes populaires et ouvrières, mais aussi dans une moindre mesure des indépendants-commerçants. Ils sont principalement de sexe masculin et sont essentiellement soit jeunes, soit âgés. Ce constat qui corrobore assez les études sur l'électorat frontiste en France, notamment dans les départements du quart Nord Est (Alidières, 2007) n'est cependant pas partagé par P. Cocriamont qui considère que l'électorat du FN est « très varié et ne provient d'aucune classe sociale ». Il précise plus tard que « ce ne sont pas les gens les plus pauvres mais ceux qui ont des difficultés financières et qui sont sur la pente descendante » qui votent FN, tout en reconnaissant qu'à Charleroi « l'électorat est plus prolétaire qu'ailleurs ». Voyons donc ce que les informations sur les candidats et les sympathisants obtenus apportent à ces conclusions.

Sur le Tableau 5, on voit que parmi les candidats, les chômeurs et les pensionnés représentent chacun plus de 20% des candidats des partis d'extrême droite aux élections régionales 2009 dans toute la Wallonie. Suivent les ouvriers et les employés (respectivement 19,3 et 18,2%). Si l'on ne sait pas quelle était la profession initiale des retraités, il apparaît clairement que les candidats frontistes sont essentiellement issus des classes populaires même si les quelques élus locaux et régionaux sont eux plus fréquemment indépendants, cadres ou commerçants. On a donc là une situation un peu similaire à celle du PTB même si dans ce dernier cas la proportion de chômeurs était quasi-nulle. Toujours est-il que le profil des candidats des deux partis se ressemble beaucoup, surtout au regard du profil des candidats des quatre grands partis (annexe 1). Tout d'abord, FN comme PTB ne comptent pratiquement pas de mandataires politiques dont c'est la profession alors que cela concerne jusqu'à la moitié des candidats du MR ou du PS par exemple. De

même les candidats étant élu communal représentent entre 47% (ecolo) et 93% (MR) des candidats contre moins 5% au maximum des candidats des petits partis étudiés. Ensuite, la présence d'inactifs (chômeurs, pensionnés, étudiants) est quasi-nulle chez les candidats des grands partis alors que 50% des candidats frontistes et 25% de ceux du PTB le sont. P. Cocriamont précisait dans son interview que le FN comptait parmi ses militants « *beaucoup de jeunes et de pensionnés mais que la classe d'âge 35-45 ans était très peu représentée* ». Par rapport à la répartition des travailleurs, il apparaît qu'entre 15 et 20% des candidats des grands partis sont cadres contre moins de 5% de ceux du FN et du PTB, et que pire pas un seul ouvrier n'est présent parmi les candidats des quatre grands partis alors qu'il représente environ 25% des travailleurs wallons (20% environ parmi les candidats du FN et du PTB). Afin de relativiser ce constat, précisons que tous les candidats ayant répondu que leur profession était mandataire politique ont souvent une autre profession, même si on peut penser que peu sont ouvriers, et que le fichier du Ministère de l'Intérieur apporte peu de précisions sur la profession exacte (public/privé, manuel/intellectuel etc.) des candidats<sup>22</sup>. En ce qui concerne les sympathisants, on constate là aussi, en dépit d'une forte proportion d'absence de réponse à la question de la profession, que la majorité des sympathisants provient elle aussi des classes populaires ou des inactifs. Ainsi entre 39 et 47% selon l'année des sympathisants sont inactifs, pensionnés ou chômeurs essentiellement. Parmi les travailleurs, près de 90% sont employés ou ouvriers, dans une proportion à peu près égale. La part des indépendants parmi les signataires oscille entre 3 et 4% des signataires, 10 à 15% des travailleurs ayant répondu à la question. Comme pour les candidats, cette esquisse de profil socio-économique est fort proche de celle des sympathisants PTB et pour cause, le même type de quartier est visé, à savoir populaire et en difficulté sociale. Quoiqu'ils pourraient viser chacun un type d'électorat précis, différent l'un de l'autre, dans le même type de quartier... « Belges de souche » pour le FN et « Belge d'origine immigrée » par exemple pour le PTB. Enfin, si l'on ne peut ici pas comparer ce profil avec celui des grands partis, il est fort à parier que l'on constaterait des différences, probablement pas aussi flagrante que pour les candidats cependant.

### **Comparaison des électorats et appareils militants du PTB et du FN en Wallonie**

On a donc analysé à la fois la géographie et quelques données individuelles sur les membres des appareils partisans du PTB et du FN. Ainsi, sur de nombreux aspects, les deux partis montrent de fortes similitudes (Tableau 6). Tout d'abord, notons que les élus FN et PTB sont peu nombreux et ne le sont qu'au niveau communal mais trois sur quatre sont en région liégeoise pour le PTB et la majorité dans le Hainaut pour le FN. Ils diffèrent aussi par leur profil socio-économique, sachant que trois des quatre élus PTB sont des médecins du peuple venus de Flandre alors que les élus d'extrême droite sont des indépendants parfois parachutés dans les zones de force frontistes ou des membres des classes populaires (ouvriers, chômeurs). Au niveau de leurs élites, les deux partis sont donc fort différents, à part sur la question du parachutage, probablement car c'est la strate la plus politisée et portée par une idéologie donnée, de l'appareil partisan. Cependant, quand on passe aux candidats qui comme on l'a dit représentent les militants actifs, les similitudes apparaissent. Au niveau individuel, les candidats PTB comme FN sont essentiellement ouvriers, employés, chômeurs et pensionnés. Les candidats du PTB sont cependant plus souvent employés qu'ouvriers contrairement à ceux du FN, mais en tout cas très peu d'étudiants et de cadres sont recensés parmi les candidats. Par ailleurs, ces militants habitent principalement dans le sillon Sambre et Meuse, plus à Liège et Charleroi pour le PTB, dans le sillon industriel hennuyer en général pour le FN (relation positive entre les géographies du militantisme des deux partis : +0,67).

Les sympathisants, ceux qui ont signé pour que le parti se présente, ont aussi un profil socio-spatial proche de celui des candidats, que cela soit pour le PTB comme pour le FN. La localisation des sympathisants au sein de la province du Hainaut est très liée à celle des candidats, c'est à dire dans les trois communes où le PTB est réellement implanté ; dans les quartiers en grande difficulté sociale à dominante belge pour le FN (relation positive entre la localisation des signataires PTB et FN dans le Hainaut : +0,39). La géographie de l'appareil partisan PTB apparaît à tous les égards plus polarisée que celle du FN, car seul le travail de terrain

<sup>22</sup> P. Cocriamont dans son entretien insiste sur le fait que « beaucoup de membres du FN travaillent dans des administrations communales où ils sont fonctionnaires ou enseignants ». Or ces membres tentent de rester dans l'anonymat pour éviter des pressions au travail où un licenciement. C'est pour cette raison qu'il a refusé de nous fournir un listing des membres du FN.

permet de faire connaître le parti alors que le FN bénéficie tout de même de « l'image de marque » du Front National français qui a une visibilité médiatique forte dans les médias français, fortement suivis en Wallonie. Au niveau individuel, les sympathisants proviennent tout comme les candidats des couches populaires de la société avec une forte représentation des ouvriers, des employés, des chômeurs et des pensionnés. Le profil socio-économique des sympathisants des deux partis est ici encore fort proche, plus encore que chez les militants, notamment parce que les campagnes de signatures sont réalisés dans les mêmes types de quartiers.

Enfin, la géographie du vote pour les deux partis est aussi corrélée positivement (+0,35 au niveau wallon ; +0,59 au niveau hennuyer) même si la relation a tendance à s'atténuer dans le temps, chaque parti insistant sur ses terrains favorables, où il est déjà ancré, pour réussir des scores permettant d'obtenir des élus. Ainsi la région liégeoise, en particulier Herstal et Seraing, ainsi que La Louvière sont les bastions électoraux du PTB en Wallonie. Le sillon industriel hennuyer, en particulier Charleroi et sa banlieue, est quant à lui la principale zone de force électorale du FN et de ses dissidences. Comme on le voit, les liens entre les différentes strates des appareils partisans FN et PTB sont très forts, en particulier pour le parti d'extrême gauche. Ils ne réussissent pas ou peu là où ils ne sont pas sur le terrain, même de manière limitée.

Coefficients de corrélation (Fédérales 2007)	Wallonie	Hainaut
	N=95	N=408
Électorat FN/PTB	0,35	0,59
Signatures FN/PTB	-	0,39
Militantisme FN/PTB	0,67	-
Électorat/Militantisme FN	0,6	-
Électorat/Signatures FN	-	0,15
Électorat/Militantisme PTB	0,81	-
Électorat/Signatures PTB	-	0,46

*Tableau 6: Relations statistiques entre les différentes strates des appareils militants FN et PTB*

## Conclusions et hypothèses

On a donc montré que le FN comme le PTB avaient chacun un fort lien entre électorat et militantisme (relation positive entre électorat et militantisme au niveau wallon (+0,6 pour le FN, +0,81 pour le PTB) et de la province (+0,15 pour le FN et +0,46 pour le PTB)) et que le profil socio-spatial entre chacun des deux appareils partisans étaient proches à l'exception des élus locaux. Les classes populaires semblent donc particulièrement concernées par ces votes, et on a montré dans un précédent article que les votes marginaux, en constante augmentation, sont essentiellement émis dans les territoires urbains désindustrialisés du sillon Sambre et Meuse (Pion & Van Hamme, 2011). Nous constatons donc que les classes populaires votent de moins en moins pour les quatre grands partis wallons et se tournent vers des comportements de vote marginaux (abstention, vote blanc et nul, extrême gauche, extrême droite, régionalistes etc.). Or des effets d'entraînement positifs qu'on a ici mis en évidence pour le FN et surtout le PTB peuvent orienter le vote des classes populaires des quartiers où les appareils militants sont actifs, même peu, vers l'un ou l'autre parti. Et ce principalement dans les zones où le pilier socialiste n'encadrerait plus ou moins les classes populaires. Au final, le clivage fondamental pour les classes populaires wallonnes au niveau électoral serait un clivage qu'on pourrait appeler « grands partis-votes marginaux » et que c'est dans un second temps que le clivage gauche-droite pourrait apparaître. La figure 6 reprend une brève présentation de la situation au sein de la ville de Charleroi aux élections régionales de 2004. On a récupéré la liste des 1100 signataires pour les deux partis d'extrême droite présents (FN et FNB) et les 520 signatures en faveur du PTB. On a mis ici en parallèle la carte du vote en faveur des deux courants (FN/FNB et PTB) en haut et celle de leur militantisme en bas. On constate donc que si la relation est loin d'être parfaite pour les frontistes, la réussite à Charleroi Nord, Jumet Heigne, Roux Est ou Couillet semble en partie lié au militantisme, certes faible, du FN. Pour le PTB, on constate que le vote comme le militantisme se concentrent dans le centre et le sud de la ville, en particulier dans les quartiers autour de la maison

médicale située à Marcinelle Centre (Charleroi Centre, Couillet, Marcinelle Parc, Dampremy). Cette analyse n'en est qu'à ces premiers pas mais nous pensons qu'un axe intéressant d'explication de la géographie des votes en faveur des petits partis est à envisager ici.



Figure 6. Géographies des votes et militantismes FN et PTB dans la ville de Charleroi (Régionales 2004)

## Brève Bibliographie

- Blaise, P. (2004) « L'extrême droite francophone. Dissensions internes, faiblesse structurelle et instabilité électorale », in Blaise, P. & Moreau, P. (dir.) *Extrême droite et national populisme en Europe de l'Ouest*, Bruxelles : CRISP, pp 149-177
- Bussi, M. (1998) *Éléments de géographie électorale à travers l'exemple de la France de l'Ouest*, Rouen : PUR
- Delwit, P. (1995) « Électeurs et militants », in Le Paige, H. (dir.) *Le désarroi démocratique. L'extrême droite en communauté française de Belgique*, Bruxelles : Labor), pp 81-102
- Delwit, P. (2007), « The Belgian National Front and the questions of power », in Delwit, P. & Poirier, P. *Extrême droite et pouvoir en Europe*, Bruxelles: Éditions de l'ULB, pp 141-166
- Dohet, J. & Faniel, J. (2009) « La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La Revue Nouvelle*, n°5-6
- Giblin B. (dir.) (2005) *Nouvelle Géopolitique des régions françaises*, Paris : Fayard
- Gispert, C. & Nicolas, F. (2006) « La mutation du vote protestataire: partis tribunitiens, partis de gouvernement et sentiment antiparti », *Pôle Sud*, n°24, pp 139-154
- Laurent, A. & Villalba, B. (1998) *Les petits partis : de la petitesse en politique*, Paris : L'Harmattan

- Lavau G. (1969) « Partis et systèmes politiques : fonctions et interactions », *Revue Canadienne de Science Politique*, Vol. 2, n°1, pp 18-44
- Lavau G. (1989) « Profession : politiste. Entretien avec G. Lavau », *Politix*, Vol. 2, n°7-8, pp 132-138
- Le Bras, H. (2002) *Une autre France*, Paris : Odile Jacob
- Pion, G. (2009) « Géographie des comportements de vote protestataires en Wallonie: une approche infra-communale à Charleroi et Mons », *Belgeo*, 2009-2, pp 153-168
- Pion, G. & Van Hamme, G. (2011) « Les destins divergents des régionalismes flamands et francophones : une perspective historique », *EchoGéo*, 2011-15 <http://echogeo.revues.org/12291>
- Rivière, J. (2009) *Le pavillon et l'isoloir : Géographie sociale et électorale des espaces périurbains français (1968-2008). À travers les cas de trois aires urbaines moyennes (Caen, Metz et Perpignan)*, Thèse de doctorat en Géographie, Caen, Université de Caen basse Normandie
- Van Hamme G., 2009. *Classes sociales et Géographie des comportements politiques en Europe occidentale*, Thèse de doctorat en Sciences, Bruxelles, ULB
- Van Haute, E. (2009) *Adhérer à un parti. Aux sources de la participation politique*, Bruxelles : Éditions de l'ULB

## Annexes

En %	PTB	FN/FNB	PS	MR	ecolo	cdH
<b>Nombre de candidats</b>	<b>74</b>	<b>99</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>86</b>	<b>86</b>
Mandataires politiques	0,0	2,0	43,0	46,5	4,7	19,8
Employés	52,7	17,2	25,6	17,4	58,1	36,0
Ouvriers	13,5	21,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Cadres	4,1	3,0	18,6	15,1	17,4	15,1
Indépendants	9,5	4,0	3,5	9,3	7,0	12,8
Chômeurs	12,2	21,2	0,0	1,2	3,5	2,3
Pensionnés	4,1	21,2	3,5	0,0	4,7	0,0
Étudiants	2,7	1,0	0,0	1,2	1,2	1,2
Autres	10,8	9,1	5,8	9,3	3,5	12,8
<i>dont élus locaux</i>	5,4	10,1	76,7	93,0	47,7	82,6
TOTAL	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : CEVIPOL-ULB, 2007

Annexe 1: *Comparaison des profils socio-économiques des candidats des différentes partis (2007)*